

DESTRUCTIONS ET SURVIVANCES DE L'ABBAYE DE LOBBES

AVANT-PROPOS

Cette étude est présentée aux lecteurs de Haut Pays de Sambre, dans le cadre des reconstitutions historiques régionales qui se développeront dans les prochaines années à l'occasion du bi-centenaire, non pas de la Révolution "fraîche et joyeuse" qu'a fêtée la France (et ses médias) en 1789, mais de la Révolution injustifiée et destructrice transférée délibérément en 1794 dans nos Pays-Bas belgiques et principalement en ce qui nous concerne, dans la Principauté de Liège, quasi millénaire, qui était notre patrie.

Les prestigieuses abbayes de Lobbes et d'Aulne en Thudinie y ont gagné une destruction complète pour prix de leur action bienfaisante et de leur rayonnement culturel au cours des siècles considérés comme archaïques par les révolutionnaires.

Avec le recul du temps, on doit constater que d'importantes réformes s'imposaient, surtout dans la France qui, la première, a ouvert cette boîte de Pandore: la suppression des privilèges (qui n'étaient plus toujours compensés par des obligations réciproques), l'unification des coutumes et des lois (360 codes juridiques différents en France!), la planification des poids et des mesures, l'unification des monnaies ... Bien d'autres changements encore auraient dû être apportés à des traditions qui plongeaient souvent leurs racines jusque dans l'époque franque et qui avaient toujours été reconduites de siècle en siècle sans guère de modifications profondes.

Mais, une fois encore, cette révolution concernait les Français et non les Belges ou les Liégeois. Nous

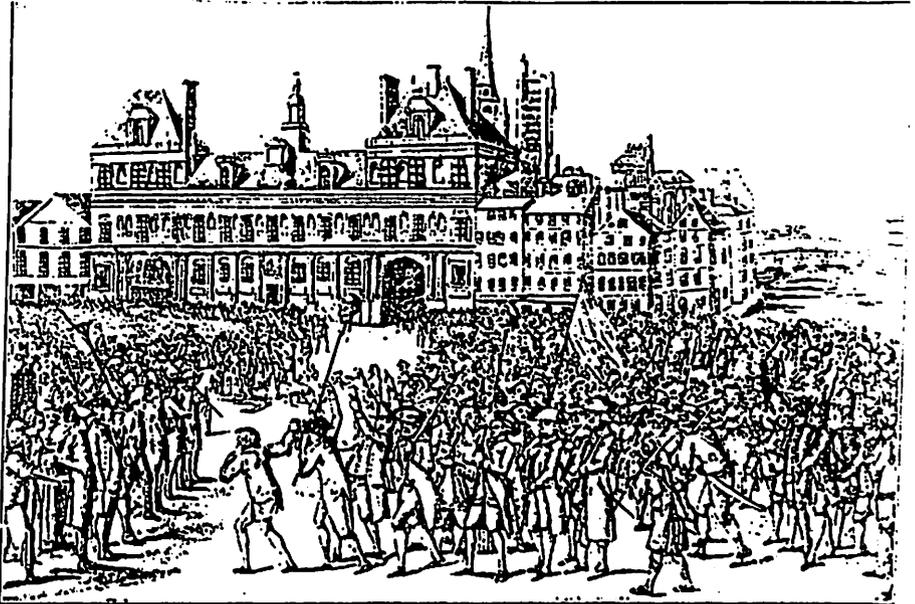
aurions été bien capables dans la démocratique Principauté de Liège, avec nos institutions évoluées, d'assumer nos responsabilités, comme cela s'était toujours fait, si nos dirigeants et le peuple le voulaient vraiment.

Bien sûr, les monastères ou chapitres et aussi le clergé séculier avaient, depuis des temps immémoriaux, pris en charge, en France et dans nos régions, des obligations qu'avaient négligées les pouvoirs officiels: l'enseignement, l'assistance publique, l'Etat Civil (ou du moins les registres paroissiaux y correspondant), etc... Et, en général, ces institutions religieuses s'étaient acquittées de leur mieux de ces tâches. Les archives de nos villes et villages peuvent en témoigner largement. Mais il est un fait que cette prise en charge multiséculaire de certains secteurs de la vie publique par l'Eglise apparaissait, dès le milieu du 18ème siècle, outrancière et insupportable pour certains esprits progressistes.

Il faut dire aussi que le malaise ressenti avant 1789 en France résultait de biens d'autres raisons: la disette, la banqueroute du pays, l'anarchie des Parlements, les abus nombreux de toutes sortes, l'avortements des essais de réforme, l'esprit réactionnaire intransigeant de la Cour, la faiblesse du Roi ...

La convocation des Etats-Généraux décidée par Louis XVI (les premiers depuis 175 ans, alors qu'ils étaient annuels à Liège) fut l'événement déclencheur de cette révolution. Voici quelques péripéties significatives de cette révolution menée contre l'Etat et surtout contre l'Eglise. Le 20 juin 1789: serment du Jeu de Paume par le Tiers-Etat c-à-d la bourgeoisie; le 9 juillet: l'assemblée constituante se forme, qui confisquera par décret les biens du clergé français dès 1790 puis les fera vendre aux enchères comme biens dits "nationaux" pour garantir des assignats sans valeur; obligations pour tous les prêtres de prêter un serment souvent contraire à leur conscience, sous

peine de déportation ou de mort; sécularisation de l'Etat-Civil, de l'Assistance publique et de l'instruction; exclusion du corps électoral des non-possédants et interdiction de toute association corporative ouvrière (Loi Lechapelier).



LA JOURNÉE MÉMORABLE DU MARDI 14 JUILLET 1789. *Sur la place de Grève, devant l'Hôtel de Ville, des hommes portent, fichés au bout de piques, les têtes de Launay, le gouverneur de la Bastille, et du prévôt des marchands Flesselles, qui viennent d'être massacrés. De là, la foule se porta au Palais Royal, et les cadavres, après avoir été exposés plusieurs jours aux insultes de la populace, furent jetés à la Seine. (Bibl. Nat., Est.) (Cl. Hachette).*

Cette révolution, en bref, est l'oeuvre d'une bourgeoisie anticléricale, anti-noble et même et anti-ouvrière, (bien qu'elle se serve des instincts du bas-peuple pour triompher quand cela est nécessaire).

Dès le 20 avril 1792, la France entre délibérément en guerre et le 2 septembre de la même année, les massacres en série commencent, pour se poursuivre sporadiquement jusqu'à la chute de Robespierre le 27 juillet 1794. Quant à la Convention, elle s'était mise en place depuis septembre 1792 décidant du bon et du mauvais jusqu'au gouvernement du Directoire en octobre 1795.



MASSACRE DES PRISONNIERS DE L'ABBAYE (2 septembre 1792). ▽ Les massacres commencèrent par l'assassinat de prêtres que, vers trois heures de l'après-midi, on amenait à la prison ; ils se continuèrent jusqu'au soir, où ils prirent alors une apparence de légalité sous la présidence de l'huissier Maillard, un homme du 14 juillet, du 5 octobre et du 10 août, qui sauva pourtant 43 personnes. (Musée Carnavalet, Est.) (Cl. Hachette.)

Ainsi s'établit une logique révolutionnaire de terreur, de persécutions et de crime organisé au nom de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. Il fallait rappeler ces choses pour mieux cadrer historiquement les événements qui se sont déroulés en France avant l'invasion de nos Provinces et comprendre l'esprit animant ces troupes qui allaient déferler

chez nous le 10 mai 1794, alors que sévissait encore la Terreur par delà nos frontières.

Aux lendemains, donc, de cette déviation monstrueuse de la Révolution, les sans-culottes s'attaquaient à nos riches provinces des Pays-Bas belgiques et à notre vieille Principauté de Liège, neutre et tellement démocratique déjà que Mirabeau, tribun révolutionnaire français avouait en 1787: "Nous ne cherchons à faire une révolution que pour obtenir quelques une de ces garanties que vous possédez, (vous liégeois) depuis des siècles!"

Nous verrons dans les pages qui suivent que cette invasion cyniquement préméditée d'un territoire étranger et neutre comme l'était notre Pays de Liège, n'était nullement destinée à nous apporter la démocratie, (puisque nos institutions étaient infiniment plus démocratiques que les leurs), mais bien plutôt à piller nos richesses ... et celles-ci, dans leur esprit, devaient se trouver surtout dans les institutions religieuses et essentiellement dans les abbayes qui devinrent ainsi des cibles privilégiées des révolutionnaires en armes.

Parlons-en, de ces richesses des abbayes et de leur utilisation! Les abbayes, comme l'a si bien montré Léo Moulin, peu suspect de parti-pris, n'étaient-elles pas le premier moteur de la vie économique, culturelle, sociale et de tout autre créneau intéressant la vie quotidienne de nos aïeux bien longtemps avant la prise en charge de ces obligations par les pouvoirs publics?

C'est pour remplir ce rôle moteur que les abbayes avaient besoin de revenus et donc de richesses collectives, puisque personnellement, tous les moines étaient tenus par leur voeu de pauvreté. Ces "richesses" consistaient surtout en biens immeubles: bâtiments et terres. Grâce à l'accumulation de nombreuses donations au cours des siècles, (dont les cartulaires nous ont conservé la mémoire), formant une masse jamais divisée ni partagée par des successions

familiales, et généralement bien gérés, ces biens immobiliers devaient, en principe, se conserver et s'accumuler, ... à condition toutefois que les abbayes ne tombent pas sous la coupe de despotes régionaux ou de princes qui en alimentaient leur train de vie et leurs guerres féodales ou modernes. En temps normal, la richesse des abbayes se répercutait sur la population par des aides de toutes natures: énormes distributions aux indigents, travaux dans les ateliers monastiques ou sur des chantiers, secours et conseils d'agronomie aux métayers et fermiers, développement d'industries nouvelles,; prêts consentis à faible taux aux solliciteurs etc...

Quant aux richesses mobilières coursables, notamment les liquidités, si on met en regard dans les comptes d'abbayes les revenus et les dépenses, on n'est généralement pas loin d'un bon équilibre pour autant que la gestion de l'Abbé soit bonne et qu'il n'y ait aucun imprévu grave. Un historien de l'ex-abbaye d'Aulne, spécialiste en économie, se consacre actuellement à un tel travail grâce à des relevés découverts dans les archives, et ses premières conclusions sont loin d'être des révélations tonitruantes.

Il en serait sans doute de même si on effectuait un tel travail sur l'abbaye de Lobbes. Et quand les marges des revenus étaient trop étroites, qu'en était-il pour les monastères qui devaient à leurs frais relever les bâtiments détruits et pillés aux temps de guerre lorsque, de surcroît les armées leur imposaient de lourds tributs? Ils devaient emprunter et rembourser comme toute autre institution. Par les chroniques, on connaît une bonne part de toutes ces viscissitudes vécues depuis le 16ème siècle jusqu'à la Révolution et qui, si souvent secouèrent l'Entre-Sambre-et-Meuse, venant de France principalement.

Or, qu'apportaient cette fois encore les révolutionnaires français de 1794 à nos abbayes de Thudinie, sinon le summum des horreurs, poussé jusqu'à

l'irréparable en raison de lois iniques édictées et imposées dans une occupation territoriale continue: ces dispositions leur permettront de vendre à l'encan tous les biens monastiques (jusqu'aux ruines qu'ils ont eux-mêmes occasionnées) et d'alimenter ainsi à bon compte par la rapine leurs caisses de guerre toujours à sec.

Que faut-il penser de ces actions criminelles préméditées et organisées? Le Dr Rombeau, peu suspect de sympathie pour le cléricalisme, écrivait dans son 3e rapport sur les archives de Thuin relatives à la période révolutionnaire: "Le fanatisme, d'où qu'il vienne, surtout poussé jusqu'à la destruction des objets d'art et d'histoire, est toujours profondément regrettable". Et comment!

Voilà ce qu'il fallait dire, pour faire en quelque sorte contre-poids aux éloges dithyrambiques des médias lors des fêtes anniversaires en 1789 de la Révolution française. Nous allons ici explorer "in concreto" pour l'abbaye de Lobbes (et accessoirement pour celle d'Aulne) ce que fut ce drame dans lequel les a plongées l'idéologie des sans-culottes ... et des sans Dieu.

Il conviendra d'abord d'établir une bonne chronologie des événements et d'approfondir toutes les données d'une tranche de notre histoire régionale souvent méconnue.

Il existe notamment divers mémoires de témoins militaires de l'époque qui pourraient être consultés utilement au sujet des opérations sur la Sambre. Il existe aussi des travaux d'histoire effectués depuis lors, rapportant des témoignages à analyser avec autant d'intérêt que de prudence. Une bonne confrontation de tous ces éléments serait nécessaire pour bien étayer notre histoire régionale des débuts de la période contemporaine.

Le présent article n'a pour but que de lancer cette campagne de recherches, non seulement sur la période de la Révolution en Thudinie mais aussi sur ses prolongements dans les temps qui ont suivi. En effet, les bâtiments monastiques échappés à la tourmente méritent aussi notre regard. C'est pourquoi le lecteur découvrira la répartition en deux parties de ce travail: d'abord l'histoire chronologique des événements qui ont amené la destruction quasi complète de l'abbaye de Lobbes et ensuite l'histoire thématique particulière des bâtiments utilitaires qui ont survécu et qui constituent de mémorables témoins du passé.

L'histoire fait partie de notre mémoire collective, il faut donc en décrire le plus correctement possible les faits, mais comme les rapports entre les peuples se modifient avec le temps et les circonstances, il convient de préciser que notre pays qui a fait partie théoriquement du "Saint Empire germanique" pendant neuf siècles a cessé d'en être après la Révolution et que les descendants de nos anciens garants sont devenus par deux fois, au cours du 20ème siècle, nos assaillants et nos ennemis, tandis que les Français devenaient nos alliés fidèles et nos amis. Espérons que le 21ème siècle qui se profile à l'horizon deviendra pour l'Europe celui de la fraternité universelle.